



AGIR ENSEMBLE POUR LE DÉSARMEMENT HUMANITAIRE

L'adoption du traité d'interdiction des mines antipersonnel en 1997 a remis la protection des populations au cœur du débat sur l'emploi de certaines armes en temps de guerre, en raison de leurs conséquences inacceptables sur les populations civiles, et des souffrances excessives qu'elles infligent - ou pourraient infliger - aux combattants. Ce traité inclut une interdiction complète des armes, une obligation de destruction des stocks, mais aussi des obligations fortes visant à remédier à leurs effets et prône une approche coopérative entre les états, les organisations internationales et la société civile pour assurer atteindre leurs objectifs. Cette nouvelle approche des processus multilatéraux, qualifiée de **désarmement humanitaire**, a inspiré depuis de nombreuses campagnes menées par la société civile et visant à la protection des populations civiles.



En partenariat avec :



Mercredi 16 janvier 2013 de 9h30 à 18h
à l'Hémicycle du Conseil régional d'Île-de-France, 57 rue de Babylone – 75007 Paris.

9h30-10h : Accueil du public

10h-10h30 : Ouverture

Allocution de bienvenue par **Pierre Kanuty**,
conseiller régional d'Île-de-France

Ouverture de la conférence par **Jody Williams**,
lauréate du Prix Nobel de la Paix 1997, conjointement avec ICBL.

Court métrage 8 min sur les 20 ans d'ICBL

10h30-12h15 : 1e table ronde

12h30-13h45 : Déjeuner offert aux participants

14h-15h30 : 2e table ronde

Pause café

15h45-17h30 : 3e table ronde

17h30-18h : Clôture

Remarques de clôture par **Sylvie Brigot-Vilain**

Déclaration commune des ONG

10h30 - 12h15 : Table ronde I

Plaidoyer pour le désarmement humanitaire : leçons apprises et défis

La discussion permettra d'analyser les succès, les échecs et les leçons apprises et présenter les défis que rencontrent les différentes campagnes, au niveau national et international, pour atteindre leurs objectifs.

Facilitateur :

Philippe Merlant,

*président de l'Université populaire
pour une information citoyenne (UPIC)*

Participants au panel :

Aymeric Elluin,

*chargé de la campagne armes et impunité
Amnesty International France*

Patrice Bouveret,

directeur de l'Observatoire des armements

Arielle Denis,

*directrice de la Campagne internationale pour
abolir l'arme nucléaire (ICAN) pour l'Europe et le
Moyen-Orient*

Jean-Marie Fardeau,

directeur France Human Rights Watch

Marion Libertucci,

*responsable de plaidoyer armes
Handicap International*

*Cette table ronde s'inscrit dans le cadre des
Forums d'actualité du Master-Pro CIAHPD*

14h - 15h45 : Table ronde II

Le mouvement contre les mines et les BASM : une nouvelle approche de la diplomatie ?

Le modèle de nouvelle diplomatie établi par ICBL, construit sur le partenariat entre des ONG, des Etats, le CICR et les Nations Unies est-il efficace et durable ?

Facilitateur :

Yann Mens,

*rédacteur en chef du magazine
Alternatives internationales*

Participants au panel :

P. Antoine Abi Ghanem,

*attaché à la mission permanente du Saint-Siège,
auprès de l'ONU à Genève, en charge des
questions de sécurité et de désarmement*

Sylvie Brigot-Vilain,

*directrice générale de la Campagne
internationale pour interdire les mines
antipersonnel et de la Coalition contre les sous-
munitions (ICBL-CMC)*

Nicole Hogg,

*conseillère juridique, Unité armes, Comité
International de la Croix-Rouge*

Vegar Brynildsen,

*ministre plénipotentiaire, Ambassade de
Norvège*

Représentant des Nations-Unies

15h45 - 17h30 : Table ronde III

Protéger les populations civiles des conséquences des armes : quel rôle pour la France ?

La France joue-t-elle un rôle majeur sur les questions existantes, et émergentes, liées à la protection des populations civiles, et des conséquences humanitaires de certaines armes ?

Facilitateur :

Jean Guisnel,

journaliste

Participants au panel :

Jean-Marc Boivin,

*directeur général
Handicap International France*

Joëlle Garriaud-Maylam;

*sénatrice représentant les Français établis hors de
France*

Frédéric Journès,

*directeur adjoint des Affaires stratégiques,
de sécurité et du désarmement (ASD),
ministère des Affaires étrangères*

Dominique Lalanne,

co-Président du collectif Armes nucléaires Stop

Nicolas Vercken,

*responsable de plaidoyer Conflits & Humanitaire
Oxfam France*